

Mobilisons-nous contre les complicités avec l'Etat génocidaire et colonial israélien

Pour la CGT, le colonialisme et la guerre c'est NON !

Fidèle à ses valeurs, la CGT lutte pour une paix juste et durable, et contre des choix politiques qui orientent l'économie vers la guerre.. Elle dénonce les récentes déclarations impérialistes, notamment des dirigeants français, visant à propager ou justifier les guerres partout pour les profits de quelques-uns. Cette politique est contraire au droit international et détruit la vie de milliers de civils. Nous nous sommes toujours rangés du côté des peuples opprimés et le revendiquons. La CGT l'a d'ailleurs inscrit dans ses statuts. Notre travail n'est pas neutre, son résultat peut être utilisé pour opprimer des peuples et nous voulons avoir notre mot à dire sur sa finalité.

En finir avec l'Impunité totale pour les crimes d'Israël

Depuis la création d'Israël en 1948, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté 229 résolutions sur la Palestine qui sont toutes demeurées sans effet.

Depuis octobre 2023, les attaques contre le peuple palestinien se sont intensifiées et sont largement documentées. Aujourd'hui, l'état d'Israël est accusé de génocide par la Cour Internationale de Justice et Netanyahu est visé par un mandat d'arrêt de la Cour Pénale Internationale pour des crimes contre l'humanité.

Par ailleurs, Israël et les Etats-Unis étendent la guerre dans toute la région, en particulier au Liban où ils mènent la même politique qu'à Gaza.

Enfin, depuis le soi-disant cessez-le-feu en octobre 2025, Gaza a disparu de la une des journaux. Pourtant Gaza reste bouclée et soumise aux restrictions imposées par Israël. L'aide humanitaire est bloquée et la population gazaouie meurt de faim. Le génocide continue mais à petit feu. Israël occupe près de 60% de l'enclave et continue de l'attaquer quotidiennement avec plus de 850 morts palestiniens au 15 avril [5].

Ne soyons pas complices de genocide

Selon un récent rapport, plus de 525 livraisons de matériel à usage militaire ont été expédiées entre octobre 2023 et mars 2026 par des fabricants français à des industries de défense et aérospatiales israéliennes[6].

Les entreprises, les universités, les services, dans lesquelles nous travaillons en collaborant, de manière directe ou indirecte, avec l'Etat d'Israël sont complices des crimes de guerre, du génocide et de l'occupation illégale des territoires palestiniens.

Les sociétés et les personnes ont l'obligation de se conformer à la Convention de 1948 sur le crime de génocide[7]. De plus, selon la loi française[8] les grandes sociétés ont un devoir de vigilance relatif à leurs activités afin de prévenir les atteintes graves aux droits humains.

Les palestiniens ne sont pas que des chiffres

Situation dans la bande de Gaza

- 72 991 palestiniens ont été tués à Gaza par l'armée israélienne dont plus de 1800 personnes du secteur de la santé [2] et 259 journalistes [3]
- 172 723 palestiniens ont été blessés par l'armée Israélienne
- 80% de toutes les structures ont été détruites ou endommagées
- 77% des gazaouis sont en insécurité alimentaire et 82% font face à l'insécurité en matière d'accès à l'eau
- Israël continue d'occuper 60% de la bande de Gaza

Situation en Cisjordanie

- Entre le 1er janvier 2025 et le 30 avril 2026 [4] :
- 284 personnes ont été tuées
 - Selon Amnesty International un "nettoyage ethnique" [9] est en cours, attesté par l'accentuation des violences coloniales et le déplacement forcé (partiel ou total) de plus de 40000 personnes déplacés [9]

Situation dans les pays voisins

- Au Liban, plus de 3 780 personnes ont été tuées depuis le déclenchement des attaques et 11 700 blessées[10]; 6% du territoire est occupé par Israël[11]
- Depuis Février 2025, l'armée israélienne contrôle toute la dite "zone tampon" avec la Syrie
- Suite aux attaques israélo-etats-uniennes, au moins 1300 personnes ont été tués en Iran[12]

POUR NE PAS ÊTRE COMPLICES, NOS ENTREPRISES DOIVENT CESSER TOUTES COLLABORATIONS AVEC L'ÉTAT ISRAÉLIEN GÉNOCIDAIRE !

Face à l'urgence de la situation à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem Est, nous exigeons :

- ➔ qu'Israël respecte les cessez-le-feu à Gaza et au Liban
- ➔ la fin des agressions contre ses voisins par Israël,
- ➔ le retrait de l'armée israélienne des territoires occupés en Palestine, en Syrie et au Liban
- ➔ l'obligation de transparence des entreprises, des universités et des services sur leurs activités en liens avec Israël dans les instances représentatives du personnel un embargo sur toutes les livraisons d'armes, de munitions et de composants militaires,
- ➔ le respect du droit international et des décisions de la cour pénale internationale et de la cour internationale de justice
- ➔ la mise en place de sanctions diplomatiques et économiques (notamment la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël).

Il est inacceptable que notre travail serve un état d'apartheid, génocidaire et colonial.

La CGT revendique un syndicalisme internationaliste, solidaire du peuple palestinien et de sa lutte de libération, pour le droit à son autodétermination.

Nos mobilisations peuvent peser sur les choix du gouvernement, de nos entreprises, nos services, nos universités et empêcher directement la production ou la livraison de matériel à usage militaire. Nous appelons les salarié-es à se mobiliser contre la complicité de leurs entreprises.

Le collectif Action CGT Palestine, signataires :



En l'absence de réponse à nos diverses interpellations sur les collaborations de STMicroelectronics avec Israël, dans le cadre du mois d'action contre l'armement initié par l'AFPS, BDS, Stopr Arming Israël et Urgence Palestine et rejoint par plus de 50 syndicats, associations, collectifs dont la CGT, nous organisons un

Rassemblement au rond point devant l'usine de Crolles

Vendredi 30 octobre entre 12h et 14h

Nous planterons un olivier sur le terre-plein

Afin que les salarié-es qui le souhaitent puissent s'associer à cette action, la CGT STMicro appelle à 1h de grève minimum entre 12h et 14h



FACE AU GÉNOCIDE, NE RESTONS PAS SILENCIEUX ! NOUS DEVONS AGIR !

[1] <https://www.ochaopt.org/content/reported-impact-snapshot-gaza-strip-10-june-2026>

[2] <https://news.un.org/fr/story/2025/10/1157613>

[3] <https://news.un.org/fr/story/2025/12/1158099>

[4] <https://www.ochaopt.org/content/west-bank-monthly-snapshot-casualties-property-damage-and-displacement-april-2026>

[5] <https://www.hrw.org/fr/news/2026/05/20/gaza-israel-restreint-laide-humanitaire-et-tue-des-civils-pendant-le-cessez-le-feu>

[6] <https://static1.squarespace.com/static/68f39f06b2e2f1e3c961bee/t/69d495c560e3f66dec9a4410/1775539653366>

Les-Dessous-Exportations-Militaires-Francaises-Israel.pdf

[7] <https://www.ohchr.org/fr/instrumentsmechanisms/instruments/convention-prevention-and-punishment-crime-Genocide>

[8] Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 : www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000034290626/?isSuggest=true

[9] <https://www.amnesty.org/fr/latest/research/2026/06/israels-ethnic-cleansing-of-west-bank-bedouin-and-herding-communities/>

[9] <https://webwp.archive.org/web/20250604104830/https://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/large-scale-forced-displacement-west-bank-impacts-40000-people>

[10] <https://www.moph.gov.lb/en/Media/en/Media/view/85583/-updated-total-toll-of-the-aggression-3783-martyrs-and-11699-wounded>

[11] <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2026/06/lebanon-israel-radically-expands-use-of-unlawful-mass-evacuation-orders-and-commits-war-crime-of-unlawful-transfer/>

[12] <https://www.lorientlejour.com/article/1500165/bilan-humain-de-la-guerre-americano-israelienne-contre-iran-combien-de-morts-.html>